

## METZ Migrants : les associations ne veulent pas de Blida 2018

La situation ne cesse d'empirer au camp d'accueil des migrants de Blida, à Metz. Alors que l'État promet un démantèlement avant l'hiver, les associations veulent lui rappeler ses obligations pour que cela n'arrive plus.

Le 07/10/2017 à 05:00



Marie-Claire Fabert coordonne le réseau des associations intervenant sur le camp de Blida : « Nous nous questionnons sur la manière de rappeler à l'État ses obligations. » Photo Pascal BROCARD

Photo HD

Marie-Claire Fabert coordonne le réseau des associations intervenant sur le camp de Blida : « Nous nous questionnons sur la manière de rappeler à l'État ses obligations. » Photo Pascal BROCARD

C'est une avancée dérisoire. Depuis hier, les migrants parqués dans le camp de Blida, à Metz, peuvent enfin installer leurs tentes sur le dernier tiers de cet ancien parking de bus. La préfecture de Moselle, bien soucieuse de faire en sorte qu'ils ne se sentent pas trop à leur aise dans ce mini-Calais, a enfin donné son feu vert à la disparition du grillage les séparant de cet espace vide qui les nargue depuis plusieurs semaines. Voilà qui devrait (provisoirement) mettre fin à une promiscuité impossible à vivre. Surtout qu'il faut maintenant composer avec les rats...

« Comme à chaque fois, l'État attend que la situation devienne intenable pour concéder une avancée. Tout ce qui est fait l'est toujours a minima par rapport aux besoins », soupire Marie-Claire Fabert, coordinatrice du réseau d'associations intervenant dans ce camp de la honte. Il abrite en ce moment 495 personnes, dont 150 enfants, selon l'État. Les associations parlent plutôt de 700 : « Certains ont des combines pour dormir ailleurs la nuit. »

513 arrivées malgré la misère du lieu

Il aura fallu que les tentes dégueulent de partout – désolé pour l'expression mais c'est celle qui convient le mieux – pour s'y résoudre. L'État n'aime pas quand la misère devient trop visible. Alors, il ouvre un peu les vannes, mais avec parcimonie. On ne sait jamais. L'idée de l'existence d'un camping trop luxueux pourrait se répandre dans les Balkans et susciter le fameux « appel d'air » tant redouté. Une théorie que mettent à mal les associations. Sur le seul mois de septembre, l'État a recensé 513 arrivées. Personne ne pourra dire que ce sont les conditions d'accueil qui ont attiré ces demandeurs d'asile. « C'est bien la preuve que cette théorie ne tient pas. Il y a un flux, c'est tout », estime Marie-Claire Fabert, sans nouvelle des 300 places d'hébergement supplémentaires évoquées depuis juin.

Les associations reconnaissent que la situation n'est pas simple à gérer. Mais elles confient une grande lassitude : « L'État considère ce bidonville comme un dispositif d'accueil mais il n'y est pas présent. Il n'y délivre aucun accompagnement social et l'accès aux biens de première nécessité est assuré par les bénévoles. Rien n'a été calibré pour l'écoulement des eaux ou l'électricité, qui saute en permanence. »

Hier, les intervenants sur place se sont réunis pendant deux heures : « Nous nous interrogeons sur la manière de rappeler à l'État ses obligations. On ne peut plus accepter cette absence de vision du parcours d'intégration. La simple demande d'enregistrement, qui doit être faite dans les trois jours suivant l'arrivée, prend aujourd'hui quatre semaines ! Ce n'est plus possible. Ce camp démantelé chaque hiver existe pour la cinquième année. Nous ne voulons pas de Blida 2018. »

Philippe MARQUE